

Familles, je vous aime !

Décembre 2013. Louise, 4 ans, en maternelle à Toulouse, dit un soir à son père : « Tu sais, je pourrai être un garçon quand je serai grande. » « Mais ce n'est pas possible », lui répond son papa : « Tu es une petite fille ! » « Mais si, la maîtresse l'a dit ! », rétorque la fillette.

Quoi qu'il ait vraiment dit l'institutrice, c'est ce que Louise a compris. Car en dépit des dénégations mensongères de nos ministres ces derniers jours, il s'agit bien là



d'une triste conséquence du discours tenu dès le plus jeune âge à nos enfants sur les identités sexuelles garçon/fille. Les vœux de Najat Vallaud-Belkacem et de Vincent Peillon sont clairs, ce dernier affirmant qu'il faut « arracher l'élève à tous les

LUDOVINE DE LA ROCHÈRE

La présidente du collectif de la Manif pour tous détaille les menaces qui pèsent, selon elle, sur la famille.

déterminismes, familial, ethnique, social, intellectuel ». Tout est dit ! Au nom d'un égalitarisme forcené, déconnecté de la réalité, arrachons Louise à son papa et à sa maman qui ne cherchent qu'à l'éduquer à l'inégalité ! Parents indignes, que pouvez-vous savoir, vous qui vous en occupez chaque jour, qui consolez ses chagrins, riez et jouez avec elle... Laissez donc faire l'État !

« Familles, je vous hais... » semble être leur leitmotiv. Pas une semaine ne passe sans que nos ministres ne s'immiscent dans la vie privée des Français pour ériger une société nouvelle, fondée sur les seuls désirs individuels. Enfermés dans les revendications dépassées des années 1970, idéologues au dernier degré, joignant lutte des classes et lutte des sexes, ils n'ont qu'un objectif : changer de civilisation. Pour laquelle ? « Le meilleur des mondes » ?

Voyez les mesures du projet de loi familles de Dominique Bertinotti : toutes conduisent à la dilution du lien père/mère/enfant et au glissement de la parenté réelle à la parenté sociale, par essence subjective et fragile. La création d'un statut du beau-parent, par exemple, qui sacrifiera la place spécifique et unique du père et de la mère ; la remise en cause de la définition de l'adoption ou la création d'une pré-majorité amoindrissant l'autorité parentale...

Ses collègues ne sont pas en reste :

diminution de six mois du congé parental, fiscalité utilisée comme levier politique contre les familles avec, entre autres, la réduction de 25 % du quotient familial ou la volonté d'individualiser l'impôt, mesure qui pénalisera les foyers dans lesquels l'un des parents - en général la mère - s'occupe de l'enfant.

Ils veulent aussi mettre fin au « scandale de l'infertilité sociale des couples de même sexe ». Et ils sont d'autant plus pressés qu'il y a très peu d'enfants à adopter, et encore moins depuis la loi Taubira, certains pays nous ayant fermé leurs portes.

Si nul ne doute du désir d'enfant, qui se préoccupe de l'enfant lui-même ? Avec l'ouverture de la PMA aux couples de femmes, il sera, par la volonté du législateur, privé de père, à jamais. Privé de sa généalogie, de ses origines. Nous, adultes responsables, pouvons-nous laisser la loi du plus fort prendre le dessus, piétiner les besoins de l'enfant au profit de l'adulte ?

Et après la PMA pour les couples de femmes, il y aura demain ou après-demain, au nom de l'égalité, la gestation pour autrui pour les couples d'hommes. D'ailleurs, Christiane Taubira, quoique ministre de la Justice, a facilité par une circulaire le recours à cette pratique pourtant (encore) interdite. Au XXI^e siècle, peut-on accepter la marchandisation du corps de la femme et l'émergence d'une nouvelle forme d'esclavagisme, les riches payant aux pauvres le fruit de leurs entrailles ?

Quelle société voulons-nous pour nos enfants et petits-enfants ? Une société dans laquelle l'enfant sera privé de père ou de mère ? Une société où l'enfant sera élevé par l'État ? Une société ultralibérale où la maternité sera parfois la période de production d'un enfant pré-vendu par contrat ?...

Non, ce n'est pas cela notre choix de civilisation !

C'est pourquoi la Manif pour tous défend depuis des mois ceux qui sont aujourd'hui en danger, victimes de la loi Taubira et de ses conséquences : l'enfant et sa famille.

La famille est le lieu d'éducation, de solidarité, de dignité. Elle est la source de toutes les richesses humaines et économiques de la nation, espace de liberté, sanctuaire à préserver et soutenir, dans lequel l'État se doit d'investir pour l'avenir de tous.

Alors, dimanche 2 février, de droite ou de gauche, mariés ou non, jeunes ou vieux, homos ou hétéros, tous pacifiques mais déterminés, nous nous leverons en masse pour crier à pleins poumons :

« Familles, je vous aime ! »